

## Côte d'Ivoire

La Constitution autorise la liberté religieuse et le Gouvernement respecte ce droit dans la pratique, même si la discrimination ethnique, alignée sur les différences d'appartenance religieuse et résultant du conflit politique, a continué.

Le Gouvernement a continué à expérimenter une instabilité politique du fait du coup d'Etat manqué de 2002 qui a consacré la partition de fait entre les régions nord et sud du pays. Depuis 2003, plusieurs accords de paix dont celui de Linas-Marcoussis ont été signés entre les principales parties au conflit sans qu'aucun n'ait conduit à la paix ou à la réconciliation durable.

Quoique le conflit politique du pays repose sur des fondements plus ethniques que religieux, les appartenances politiques et religieuses ont eu tendance à suivre davantage la ligne ethnique. Par conséquent, certains groupes religieux ont été particulièrement affectés par le conflit. Plusieurs ressortissants d'ethnies du nord par exemple étaient des Musulmans. De ce fait, de nombreux Musulmans ont été pris et ciblés par le Gouvernement comme étant des rebelles ou sympathisants des rebelles durant la période de ce rapport.

Il n'y a pas eu de changement quant au respect de la liberté religieuse durant la période de ce rapport, et la politique du gouvernement a continué à contribuer à la liberté de culte quoique les rapports entre les différents groupes religieux aient parfois été tendus en raison de la crise politique. De gros efforts accomplis par des mouvements de religieux et de la société civile ont permis d'empêcher la crise politique de se transformer en conflit religieux. Cependant, il y a eu de la discrimination sociale à l'égard des musulmans et adeptes des religions indigènes traditionnelles.

Le gouvernement des Etats Unis discute des questions de liberté religieuse avec le Gouvernement comme faisant partie de sa politique globale de promotion des droits de l'homme. Les autorités du gouvernement des Etats Unis rencontrent régulièrement les dirigeants religieux, à la fois individuellement et en groupe, et les implique dans des projets visant à accroître la tolérance et le dialogue religieux.

### Section I — Démographie religieuse

Le pays s'étend sur une superficie de 322 462 km<sup>2</sup> et a une population d'environ 18 millions d'habitants. On estime à 35% à 40% la proportion de la population du pays qui était chrétienne ou syncrétique, pratiquant un mélange de christianisme et de religion traditionnelle. Près de 35% de la population était musulmane, alors que 25 à 30% de la population pratiquait les religions indigènes traditionnelles. Plusieurs personnes chrétiennes ou musulmanes de noms pratiquent également certains aspects des religions indigènes traditionnelles, surtout en raison de la dégradation des conditions économiques et politiques.

Parmi les sous-groupes chrétiens présents dans le pays, on comptait: l'Eglise catholique romaine, les Témoins de Jéhovah, l'Eglise Adventiste du Septième Jour, l'Eglise Baptiste du Sud, Les Coptes, et l'Eglise de Jésus Christ des Saints des Derniers Jours (Les Mormons). La plus grande église protestante est l'Eglise Protestante Méthodiste de Côte d'Ivoire. Les groupes évangéliques tels que les ministères de Shekinah Glory ainsi que les Assemblées de Dieu sont aussi actifs. Au nombre des églises syncrétiques, l'on comptait l'Eglise Harriste (une dénomination protestante africaine fondée sur le sol ivoirien en 1913 par un prédicateur libérien appelé William Wade Harris), l'Eglise Protestante Primitive, Les Soldats de Dieu (fondée par une ivoirienne), ainsi que l'Eglise Messianique. Le Bossonisme, une religion traditionnelle Akan, comptait aussi des adeptes.

D'autres religions avaient une présence dans le pays, notamment le Bouddhisme, la Foi Baha'i et l'Association Internationale pour la Conscience de Krishna. De plus, plusieurs groupes religieux dans le pays étaient associés à des groupes religieux existant aux USA.

Des étrangers vivant dans le pays, près de 70% était de religion musulmane, 20% chrétienne et un faible nombre pratiquait d'autres religions y compris le Judaïsme.

Il y a eu une croissance numérique des membres des églises évangéliques. L'œuvre missionnaire, l'urbanisation, l'immigration et les niveaux d'éducation plus élevés ont, pense-t-on, contribué à réduire la proportion d'adeptes des religions traditionnelles. Généralement, les fidèles des religions traditionnelles se sont convertis au Christianisme ou à l'Islam.

Les musulmans se trouvaient en grande partie dans la moitié nord du pays. Cependant, ils sont devenus de plus en plus nombreux dans les villes à travers le pays à cause de l'immigration, des migrations et des mariages interethniques. Selon le dernier recensement (1998), les Musulmans constituent 45.5% de la totalité de la population urbaine et 33.5% de la totalité de la population rurale.

Les Catholiques et les Protestants se trouvaient à la fois dans les régions sud et centre du pays. Les Catholiques étaient concentrés à l'Est alors que les Protestants se trouvaient aussi dans le sud ouest. Les adeptes des religions indigènes traditionnelles étaient plus concentrés dans les zones rurales du pays. Généralement, le Nord était associé à l'Islam et le Sud au christianisme et aux autres religions traditionnelles.

Les appartenances politiques et religieuses ont eu tendance à suivre la ligne ethnique. Par exemple, les Mandés et les groupes voltaïques qui incluent les Malinkés et les Sénoufos étaient en grande partie musulmans. Le groupe Akan qui comprend les Baoulés et les Agni avait une tendance catholique. On a pu également noter un lien entre la religion, les affiliations politiques et la classe socio-économique. Par exemple, la plupart des Musulmans privilégie le parti d'opposition appelé Rassemblement des Républicains, RDR. De plus, les commerçants étaient majoritairement musulmans.

Les immigrants des autres parties d’Afrique étaient chrétiens ou musulmans, au moins de nom.

Les missionnaires ont été actifs dans le pays, venant pour la plupart des USA ou d’Europe. Les missionnaires les plus nombreux ont été ceux de l’Eglise Baptiste.

## Section II — La Situation de la liberté religieuse

### Cadre juridique et politique

La Constitution autorise la liberté religieuse et le Gouvernement a, en général, respecté ce droit dans la pratique. Quoiqu’il n’existe pas de religion d’Etat, le Gouvernement favorise de manière informelle le Christianisme pour des raisons historiques et ethniques.

Dans le passé, le gouvernement, de manière informelle, favorisait l’Eglise Catholique et accordait de ce fait à ses dirigeants une voix prépondérante dans la gestion des affaires de l’Etat par rapport aux musulmans. De tels traitements préférentiels ont fait naître des sentiments d’exclusion parmi les Musulmans.

Les Musulmans ont été encore sous représentés à l’Assemblée, en grande partie parce que le RDR, parti politique dominé par les Musulmans, avait boycotté les dernières élections législatives en 2000. Pendant la période de ce rapport, les Musulmans ont représenté neuf des trente-et-un ministres du gouvernement de transition. Dans le précédent gouvernement de réconciliation nationale formé après les accords de paix de Linas Marcoussis de Janvier 2003, on comptait 12 musulmans parmi les 40 ministres.

En plus de l’Assemblée Nationale, les Musulmans ont continué à être sous-représentés de manière disproportionnée dans les médias tels que la radio et la télévision. Sur environ 88 fréquences radio dans la zone sous contrôle gouvernementale, par exemple, il y avait sept fréquences catholiques, une évangélique et une musulmane. La communauté musulmane a essayé sans succès d’obtenir plus de fréquences radio au début des années 1990.

Les forces armées ont été dominées par les sudistes dont peu sont musulmans. Les militaires chrétiens ont eu accès à des aumôniers et les militaires musulmans ont eu droit au temps de prière. Puisque plusieurs des chefs militaires de la tentative de coup d’Etat de 2002 étaient des nordistes musulmans, les Musulmans dans l’armée ont généralement gardé un profil bas. Quoique le poste d’aumônier musulman ait été créé en 1967, ce n’est qu’en 2003 qu’un aumônier militaire musulman a été désigné. Pendant la période de ce rapport, sept soldats musulmans en poste sont allés en pèlerinage à la Mecque.

L’Etat respecte les grandes fêtes religieuses chrétiennes et musulmanes. Les fêtes musulmanes reconnues sont : Eid al-fitr, Eid al-Adha (jour de la Tabaski), Layla tul-Qadr (la Nuit du Destin) et Maulid al-Nabi (la naissance du prophète Mahomet). Les

fêtes chrétiennes reconnues sont : Noël, le lundi de Pâque, l'Ascension, le Lundi de Pentecôte et la Toussaint.

Dans le passé, l'Etat a financé la construction d'une Cathédrale Catholique. La mosquée du Plateau au centre d'Abidjan, un projet initié en 1994 sous la houlette du gouvernement, demeure inachevée. Aucun progrès sur la mosquée du Plateau n'a été enregistré depuis peu après le déclenchement de la rébellion en 2002 à cause du retrait des contributions financières des gouvernements arabes islamiques préoccupés par l'instabilité du pays.

La loi exige aux groupes religieux de se faire enregistrer auprès du Gouvernement. Dans le cadre de la loi de 1960 qui régit le fonctionnement des associations, tous les groupes religieux souhaitant mener des activités dans le pays doivent soumettre au Ministère de l'Administration du Territoire un dossier contenant les statuts et règlements, les noms des membres fondateurs, la date de la fondation (ou la date à laquelle le fondateur reçut la révélation de son appel), les minutes de l'assemblée générale, les noms des membres du Conseil d'Administration et bien d'autres informations. Le Ministère de l'Administration du Territoire, par le biais du Ministère de la Sécurité, mène une enquête sur les membres fondateurs pour s'assurer que le groupe n'a ni membre ni objectif subversif sur le plan politique. Malgré cette longue procédure d'enregistrement, aucun groupe religieux ne s'est plaint d'enregistrement arbitraire ou de difficulté à obtenir l'agrément du gouvernement. Les groupes religieux indigènes traditionnels sont organisés moins formellement et aucun de ces groupes n'a fait une demande d'enregistrement ou de reconnaissance. Rien ne laisse penser qu'une telle demande de leur part serait rejetée.

Le gouvernement n'accorde aucune exonération de taxe ni autre avantage aux groupes religieux. Cependant, certains groupes religieux jouissent de certaines faveurs par le biais de négociations personnelles. Cela peut prendre la forme de réductions sur les coûts de résidence des étrangers, d'exemption de droits de douane sur certains articles religieux, de passeports diplomatiques pour les grands chefs religieux et, dans certains cas, de privilèges similaires à ceux des diplomates. Aucune religion particulière n'a été favorisée systématiquement dans ce sens.

Les missionnaires étrangers doivent répondre aux mêmes exigences de résidence que tous les étrangers, notamment l'enregistrement en tant que résident étranger et l'obtention de documents nationaux d'identification. Il n'y a pas eu de rapport indiquant qu'un étranger missionnaire se soit vu refuser ces documents de façon arbitraire.

L'Etat reconnaît et supervise toutes les écoles, quelle que soit la religion, qui répondent à certaines exigences du programme académique national. Le programme national a constitué la norme minimale de l'enseignement des sciences et des lettres. Les écoles tenues par des groupes religieux ont été libres d'enseigner et de réglementer leurs propres cours religieux.

L'instruction religieuse est autorisée dans les écoles publiques et est d'habitude offerte en dehors des heures de classe normales par des groupes musulmans, catholiques et protestants reconnus, y compris par les églises évangéliques. Le Gouvernement ne s'est pas opposé aux groupes musulmans, catholiques ou protestants désireux de dispenser l'instruction religieuse dans les écoles publiques pendant les vacances scolaires.

L'instruction religieuse dans les écoles privées a été variable. Certaines écoles privées ont inclus l'instruction religieuse dans leur programme ; d'autres ont autorisé des groupes religieux à enseigner la religion pendant les vacances des élèves ; d'autres encore ont refusé d'intégrer toute instruction religieuse. En théorie, l'Etat subventionne les écoles secondaires privées même s'il est vrai que des arriérés de subventions s'accumulent depuis plusieurs années. Certaines de ces écoles subventionnées sont dirigées par des groupes chrétiens. Les Musulmans n'ont eu sous leur direction que des écoles primaires, cependant, une école musulmane à Daloa tente de construire un collège.

Le Gouvernement a reconnu plusieurs écoles musulmanes comme écoles officielles dont le programme est placé pour la première fois sous la supervision de l'Etat. Une de ces écoles, Iqra, a été fondée en 2003 par le Conseil National Islamique (CNI) et destinée aux enfants de la maternelle et de l'école primaire d'Abidjan. Cette école est la plus grande du genre et a enregistré approximativement 300 enfants musulmans en 2005. Les élèves ont suivi le programme scolaire officiel du gouvernement, en plus de la prière et des instructions sur les valeurs traditionnelles musulmanes. Pendant la période de ce rapport, Iqra a reçu des livres, des ordinateurs et du matériel d'enseignement d'ambassades de pays occidentaux comme les Etats Unis et le Canada. Cette école a été entièrement construite sur des fonds de la Banque Islamique de Développement, reçus par l'intermédiaire du CNI.

Contrairement au passé, le Gouvernement n'a pas donné d'argent aux associations religieuses autres que les écoles durant la période de ce rapport. Durant la période couverte par ce rapport, le Gouvernement a pris des initiatives positives pour promouvoir l'entente inter religieuse. Les officiels du Gouvernement, notamment le Président et ses conseillers en affaires religieuses, ont participé à plusieurs événements et manifestations religieux importants organisés par une large variété de groupes croyants et religieux. Le Gouvernement a invité à plusieurs reprises les dirigeants de diverses communautés religieuses, notamment le Comité de Médiation pour la Réconciliation Nationale, le Forum des Confessions Religieuses, et le Collectif des Confessions Religieuses pour la Réconciliation et la Paix à participer aux cérémonies officielles et à faire partie de comités de délibération et de consultation. En juillet 2005, le Ministère des Cultes a organisé un débat entre différents groupes religieux sur la convergence de la religion, de la civilisation et de la culture.

Pendant la période couverte par ce rapport, le Président Gbagbo a continué à rencontrer les dirigeants Musulmans pour discuter de leurs préoccupations particulières. Par exemple, le 17 mars 2006, le Président a reçu les membres du

Conseil Supérieur des Imams et du Conseil National Islamique (CNI), qui ont présenté un mémorandum proposant des solutions de sortie de la crise dont les racines sont les questions de nationalité et qui a eu un impact négatif sur de nombreux Musulmans. Ces propositions ont condamné la discrimination envers les Musulmans sur la base de leur origine ethnique et ont cherché à promouvoir la tolérance. Malgré leurs intentions, les discussions ont résulté en peu de changements et n'ont finalement pas réussi à atténuer les profondes divisions ethniques et politiques du pays.

De même qu'avec les groupes musulmans, le Président Gbagbo a continué à rencontrer fréquemment les chefs traditionnels pour entendre leurs préoccupations. Cependant, ces rencontres n'ont pas permis non plus d'enjamber les profondes fractures politiques et ethniques et de promouvoir l'intégration sociale de toutes les religions.

### Les entraves à la liberté religieuse

Contrairement aux années précédentes, aucun rapport n'a fait état de suivi par le gouvernement de groupes religieux minoritaires pour des activités pouvant être considérées comme politiquement subversive.

A commencer par le Forum National de Réconciliation de 2001, le Gouvernement a initié plusieurs programmes dans le but d'améliorer les relations entre le Gouvernement et les groupes religieux ; cependant, de nombreux Musulmans ont continué à croire qu'ils faisaient l'objet de discrimination par le Gouvernement, puisqu'étant souvent perçus comme des sympathisants des rebelles. Le sentiment de discrimination parmi les Musulmans s'est estompé après la mise en place du Gouvernement de Réconciliation Nationale en 2003 et la nomination de Musulmans à des postes clés, tels que la Primature, la Grande Chancellerie, la Présidence de l'Assemblée Nationale et plusieurs postes ministériels. Cependant, ces nominations n'ont pas mis pas un terme à l'exclusion sociale et politique de certains groupes.

Plusieurs Musulmans nordistes ont continué à percevoir de la discrimination dans le traitement des demandes de pièces d'identité qui attestent de leur nationalité. En tant que ressortissants du nord, ils ont déploré le fait que, au cours de la procédure de demande de passeport, il leur était demandé de fournir plus de documents que les demandeurs des groupes ethniques du sud à majorité non musulmane. De plus, certains rapports ont mentionné que des officiers de polices avaient confisqué ou détruit des pièces d'identité appartenant à des ressortissants du Nord, leur disant de faire une demande de carte de séjour, comme les étrangers. Les forces de sécurité gouvernementales ont été, selon des rapports, plus susceptibles d'extorquer de l'argent aux barrages de contrôle à des ressortissants du nord et des étrangers, qu'aux ressortissants du sud. Bien que la discrimination dans le processus de distribution de cartes d'identités soit fondée sur des bases ethniques et non religieuses, le fait que plusieurs nordistes soient musulmans, tandis que la plupart des ressortissants du sud ne le sont pas, a donné lieu à des actions du gouvernement en défaveur des Musulmans dans ce processus. Bien que ne pas détenir de carte d'identité ne soit pas un obstacle

pour obtenir un emploi, ceux qui n'en avaient pas n'ont pas pu voter ; ainsi, beaucoup de Musulmans, ressortissants du Nord à qui les cartes d'identité ont été refusées, ont été exclus politiquement.

En contraste avec leur relation avec le gouvernement, de nombreux Musulmans du Nord croient que le groupe rebelle des Forces Nouvelles a soutenu leurs efforts contre la discrimination en faisant, encore une fois, de l'émission des cartes d'identité, une exigence essentielle du processus de paix. Le nouveau Premier Ministre, nommé en décembre 2005, a fait de la réalisation du processus d'identification nationale une de ses premières priorités. Alors que l'objectif principal du Premier Ministre était de voir ce processus achevé à temps pour les prochaines élections présidentielles et législatives, reportées depuis 2005 et prévues avant la fin de 2006, ce processus avait à peine commencé à la fin de la période couverte par ce rapport.

Un autre point de discorde entre le Gouvernement et les groupes musulmans a trait au voyage du Hadj. Chaque année, le Président Gbagbo utilise les fonds de l'Etat pour offrir le pèlerinage du Hadj à un petit groupe de Musulmans politiquement sélectionnés. Les organisations islamiques privées ont aussi organisé des groupes pour le Hadj, sous la supervision du Ministère de l'Intérieur, afin de protéger les pèlerins des problèmes survenus dans le passé avec des agences de voyage frauduleuses. Les exigences du Gouvernement étaient quelque peu plus strictes que celles du Gouvernement de l'Arabie Saoudite. Par exemple, là où le Gouvernement exige un minimum de cent pèlerins par groupe, les Saoudiens n'en exigent que cinquante par groupe entrant, en plus d'un docteur, d'un infirmier et d'un leader religieux. Le Gouvernement impose aussi que toute organisation cherchant à organiser le pèlerinage du Hadj justifie de trois à quatre années d'existence.

Certaines organisations musulmanes considèrent encore que les exigences supplémentaires du Gouvernement pour le pèlerinage du Hadj en Arabie Saoudite sont inutiles et interfèrent sans fondement dans les affaires religieuses, d'autant plus que les églises chrétiennes organisent plusieurs pèlerinages durant l'année sans la supervision du gouvernement. En 2003, le Front de la Umma Islamique et l'Association Nationale des Démarcheurs ont demandé au Gouvernement de libéraliser le processus du Hadj afin que les pèlerins organisent les voyages plus facilement sans l'implication du Gouvernement. Un officiel du Ministère des Cultes a répondu que le Gouvernement devait être impliqué dans l'organisation du Hadj puisqu'il implique 3000 à 4000 citoyens qui quittent le pays chaque année. Pendant la période de ce rapport, le bureau du Premier Ministre a apporté son soutien aux voyageurs du Hadj en affrétant un avion pour transporter 485 pèlerins victimes d'escroquerie par une agence de voyage non fiable.

A l'instar des Musulmans, les adeptes des religions indigènes traditionnelles ont aussi subi l'exclusion politique. Bien qu'il n'y ait pas de système adopté pour classer les diverses pratiques religieuses traditionnelles du pays, qui varient selon le groupe ethnique, le village, la famille, le genre, et les groupes d'âge, les membres de la grande élite urbaine chrétienne et musulmane du pays qui influencent fortement l'Etat, ont

généralement été réticents à donner aux religions traditionnelles indigènes le statut social accordé au Christianisme et à l'Islam. Malgré la résistance aux religions traditionnelles, les chefs traditionnels ont été souvent invités à participer aux cérémonies de libations visant à rendre hommage aux ancêtres au début des événements importants.

Aucun rapport n'a fait état d'entrave à la liberté religieuse dans les soixante pour cent du territoire contrôlés par les rebelles au Nord.

#### Les violations de liberté religieuse

Il n'y a pas eu d'arrestations suite à l'incident de 2004 au cours duquel un individu a tiré sur cinq Imams du Comité Exécutif du Conseil Supérieur des Imams.

En mars 2006, des officiels du district d'Abidjan ont essayé de détruire une mosquée construite sur un espace public dans le quartier de Marcory où vivent des communautés aux croyances diverses, en vue de permettre à un particulier de construire un supermarché. L'Imam local a présenté un document signé par le commissaire de police de Marcory en 1990 autorisant la construction de la Mosquée. L'intervention du Maire de Marcory a permis d'épargner la mosquée, même si la maison de l'Imam fut détruite.

La situation des groupes religieux chrétiens dans les zones sous contrôle rebelle au nord et à l'ouest est demeurée identique. Contrairement aux premières années de la rébellion, aucun rapport n'a fait état de Chrétiens empêchés de pratiquer la religion de leur choix.

Il n'y a pas eu de rapport sur des prisonniers ou détenus religieux dans le pays.

#### Conversion religieuse forcée

Il n'y a pas eu de rapport de conversion religieuse forcée, notamment celle de citoyens américains mineur kidnappés ou illégalement enlevés des Etats-Unis, ou de refus de permettre à ces citoyens de retourner aux Etats Unis.

### Section III. Les abus et les discriminations de la société

Les relations entre les différents groupes religieux sont devenues tendues depuis le déclenchement de la crise en 2002. Des discriminations de la société contre les Musulmans et les adeptes des religions traditionnelles indigènes ont continué durant la période du rapport.

Les ressortissants du nord, qui sont pour la plupart musulmans, ont fréquemment expérimenté la discrimination sur la base de leur origine ethnique et régionale. Se

fondant sur ces facteurs, plusieurs étaient présumés soutenir la candidature présidentielle de l'ancien Premier Ministre, Alassane Ouattara, un Musulman.

Les adeptes des religions traditionnelles indigènes ont aussi été sujets de discrimination de la société. Des Chrétiens et Musulmans ont refusé de s'associer avec des pratiquants de religions traditionnelles autochtones. Plusieurs dirigeants chrétiens et musulmans ont taxé les adeptes des religions traditionnelles autochtones de païens ou pratiquants de magie noire, même si plusieurs religions indigènes réprouvent ce type de pratique. Malgré ces attitudes hostiles envers les religions indigènes, plusieurs adeptes des religions traditionnelles indigènes n'avaient pas conscience, ne se sont pas considérés comme étant victimes de discrimination sociale, ou ne se sont pas plaint de leur traitement.

Avant la crise de 2002, il y avait des exemples de coopération de longue date entre les groupes religieux, mis en évidence par les veillées de prières, les services et les événements oecuméniques. Depuis le début du conflit, les leaders religieux de divers groupes se sont retrouvés à leur propre initiative pour apaiser les tensions. Le volume d'activités oecuméniques a baissé au cours de l'année passée par manque de financement. Tandis que les leaders religieux ont continué à assister aux grandes cérémonies organisées par les uns et les autres en symbole de réconciliation, peu de, et parfois aucun, dirigeants de religions traditionnelles indigènes ont été invités à ces cérémonies.

Le Forum des Confessions Religieuses (Forum) est une organisation inter religieuse qui s'efforce de promouvoir le dialogue, d'augmenter l'entente et d'améliorer les relations parmi les leaders et groupes religieux. Il est présidé par le dirigeant de l'Eglise du Christianisme Céleste. Le Groupe d'Etude et de Recherche sur la Démocratie et le Développement Economique et Social -Section Côte d'Ivoire (GERDDES-CI) a été à l'origine de la création du Forum, qui regroupe les dirigeants de nombre de groupes religieux du pays, notamment les Catholiques, les Musulmans, les différents groupes protestants, plusieurs groupes syncrétistes, l'Association des Prêtres Traditionnels et les Bossonistes et l'Association des Prêtres Indigènes Religieux Akan. Dans le passé, le Ministre des Cultes avait coopéré étroitement et régulièrement avec le Forum ; cependant, ce ministère a été absorbé par le Ministère de l'Intérieur lors de la formation du gouvernement du Premier Ministre Banny en Janvier 2006. Le nouveau Département des Cultes dans ce Ministère de l'Intérieur s'est moins impliqué dans les activités du Forum.

#### Section IV. La Politique du Gouvernement des Etats Unis.

Le Gouvernement des USA discute des questions de liberté religieuse avec le Gouvernement comme faisant partie de sa politique générale de promotion des droits de l'homme. Depuis le début de la crise politique en 2002 quand les forces rebelles prirent le contrôle des 60 pour cent du nord du pays, l'Ambassade des USA a soutenu les efforts du Gouvernement et des organisations non gouvernementales en vue d'atténuer les tensions religieuses dans le pays. Pour aider dans ce sens,

l'Ambassadeur et les autres fonctionnaires du gouvernement des USA ont régulièrement rencontré les dirigeants religieux. Par exemple, le 16 mars 2006, l'Ambassade a accueilli une table ronde inter religieuse des femmes sous le thème : Femmes de foi : Agentes de Paix, de Réconciliation et de Tolérance ». Cinquante femmes musulmanes, catholiques et protestantes ont discuté des moyens de promouvoir la tolérance religieuse et politique.

Cet évènement a suivi une table ronde organisée par l'Ambassade le 22 octobre 2005. Cette table ronde avait réuni 50 femmes musulmanes de différents milieux, notamment des journalistes, des politiciennes, des professeurs, des étudiantes et différentes professionnelles autour du thème: « Femmes musulmanes : Quelle est leur rôle dans le processus de réconciliation ? ». Le débat fut riche et mit l'accent sur l'importance de promouvoir la tolérance, d'éduquer les communautés pour éviter la discrimination et les préjugés, de faire des efforts pour connaître les femmes des autres confessions religieuses et faire des ouvertures pacifiques à tous.

Pendant la période de ce rapport, trois dirigeants religieux de la Côte d'Ivoire – un imam, un prêtre et un pasteur – sont allés aux Etats-Unis dans le cadre d'un programme intitulé « Religion et Communauté ». Les participants ont analysé la diversité religieuse en rencontrant des Musulmans, des Catholiques et des Protestants américains, en plus des fidèles de groupes religieux américains plus petits pour discuter sur la manière dont leur communauté fait face aux questions de liberté religieuse et de tolérance. Ils ont aussi rencontré le réseau de la plus grande chaîne de télévision religieuse pour mieux s'informer sur la diversité religieuse dans les médias.

Le 27 février 2006, l'Ambassade a organisé une vidéo conférence numérique intitulée « Martin Luther King : Un modèle de non violence religieuse et d'efforts de réconciliation ». Les débats ont mis l'accent sur l'héritage de King comme modèle de tolérance. Trente cinq invités, notamment des imams, des prêtres et des pasteurs, un Musulman membre de l'Assemblée Nationale, des leaders des groupes religieux féminins et des fidèles laïcs ont animé les échanges avec le conférencier, un ancien diplomate américain. Le conférencier a souligné les efforts consentis par l'Amérique pour promouvoir la tolérance religieuse et ethnique. Suite à cette présentation, les participants ont discuté des principes contenus dans les enseignements de King qui sont pertinents pour la crise du pays. Les participants ont convenu de travailler pour renforcer la protection des minorités, renoncer à la violence, promouvoir la coopération inter confessionnelle et enseigner la tolérance et l'acceptation dès l'enfance, dans chacune de leurs communautés.

Les officiels de l'Ambassade ont rencontré une large fourchette d'organisations non gouvernementales qui s'occupent des questions de liberté et de tolérance religieuse pendant la période de rapport.